

# La «rigueur» wallonne menace 5.000 emplois

Les coupes budgétaires prévues par le gouvernement wallon PS-cdH vont frapper l'emploi en Wallonie.

**FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE**

Pas de leurre... Le budget 2015 présenté par le gouvernement wallon PS-cdH fera mal. Pour rappel, la Région ambitionne d'économiser 650 millions l'année prochaine. Si les citoyens semblent pour l'instant épargnés par les mesures, l'emploi risque par contre de subir de plein fouet les coupes budgétaires.

Le gouvernement wallon a par exemple décidé de reporter pour 340 millions d'investissements. Plusieurs chantiers tels que ceux de crèches, de maisons de repos ou d'infrastructures sportives ne seront pas lancés en 2015. Le secteur de la construction estime que cette décision va lui coûter 2.000 emplois. À cela, il faut rajouter un millier d'emplois menacés par la fin des primes wallonnes logement-énergie dès le 1<sup>er</sup> janvier.

D'autres économies vont ébranler le monde des associations et des organisations non gouvernementales. Le gouvernement va réduire de 88 millions ses subventions décré-

**«Les syndicats doivent se rendre compte qu'il va aussi y avoir de la casse en Région wallonne.»**

**CHRISTOPHE SCHOUNE**  
INTER-ENVIRONNEMENT WALLONIE

tales et non décrétales. Le député de l'opposition Stéphane Hazée (Ecolo) évoque une perte maximaliste de 2.000 emplois. Il faut encore intégrer le recadrage des subsides liés à l'Aide à la promotion de l'emploi qui pourrait se traduire par la suppression de 300 à 400 emplois. La fonction publique va de son côté perdre 232 postes en 2015. «Les syndicats doivent se rendre compte qu'il va aussi y avoir de la casse en Région wallonne», estime Christophe Schoune, responsable d'Inter-Environnement Wallonie. Son association vient de lancer un plan social.

# Le budget wallon menace plus de 5.000 emplois dans le sud du pays

**Les coupes budgétaires prévues par le gouvernement wallon PS-cdH en 2015 vont frapper différents secteurs et menacent plus de 5.000 emplois.**

**FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE**

Comment réaliser 650 millions d'euros d'économies en évitant d'impacter les citoyens? Difficile... Paul Magnette, le Ministre-Président du gouvernement de la Région wallonne s'est pourtant satisfait d'avoir bouclé un budget 2015 en évitant l'austérité. L'équipe PS-cdH refuse d'ailleurs d'évoquer ce terme et préfère parler de rigueur budgétaire. Les ministres en veulent pour preuve l'absence de nouvelles taxes dans le sud du pays.

## La construction ébranlée

Ce budget 2015 est pourtant tout sauf indolore. Et dans l'entourage ministériel, certains admettent qu'il n'est tout simplement pas possible de réaliser 650 millions d'euros d'économies sans toucher, même indirectement, les citoyens et sans impacter l'emploi.

Pas de leurre... «L'impact va être immédiat. Soit, ce gouvernement invente une réalité qui est fautive, soit il vit dans un autre monde. Ce gouvernement amplifie la crise», estime le député de l'opposition Stéphane Hazée, chef du groupe Ecolo au Parlement Wallon.

Prenons le secteur de la construction. Francis Carnoy, le directeur de la Confédération de la construction en Wallonie se dit abasourdi par les mesures. En gros, il reproche au gouvernement wallon de faire porter l'essentiel de l'effort budgétaire en 2015 sur le dos de la construction. «Prenez les chiffres: 2/3 de la rigueur budgétaire est porté sur un seul secteur. On a du mal à l'admettre», explique-t-il. Son secteur est particulièrement touché.

Le gouvernement wallon a par exemple décidé de reporter pour 340 millions d'investissements. Plusieurs chantiers comme des crèches, des maisons de repos ou des infrastruc-

tures sportives ne seront pas lancés en 2015. «Nous allons subir de plein fouet ces mesures et cela va forcément se traduire par un recul de l'activité», redoute Francis Carnoy. Pour le patron de la Confédération de la construction, la décision du gouvernement wallon va se traduire par un mini-tsunami social dans la construction en 2015: «Je viens de refaire mes calculs et je maintiens ma prévision de 2.000 nouvelles pertes d'emplois salariés dans la construction wallonne. Venant de 65.000 travailleurs salariés à mi 2012, on sera à fin 2014 autour de 59.000 et fin 2015 à 57.000, et cela en raison à la fois du recul de l'activité et de la progression du dumping.»

La liste ne s'arrête pas là! La suspension dès le 1er janvier des primes wallonnes logement-énergie doit faire économiser 38 millions à la Région. Pour le député Ecolo Stéphane Hazée, cette mesure va provoquer la perte de 1.000 emplois. «Le gouvernement dit qu'il va amplifier et compenser la fin des primes avec le mécanisme d'Ecopack. C'est tout simplement faux, le gouvernement n'amplifie rien du tout. Il met les mêmes budgets. La décision du gouvernement va supprimer la moitié des primes et maintenir l'Ecopack.»

Les subsides liés à l'Aide à la promotion de l'emploi (APE) délivrés par la Région vont être recadrés l'année prochaine. Le gouvernement doit en dégager 10 millions d'économies. «Si on ne tient pas compte de la décision prise par le Fédéral de faire un saut d'index en 2015, cette réduction de point APE aura un impact sur l'emploi. Aujourd'hui, 45.000 postes bénéficient de points APE. On peut estimer les pertes entre 300 et 400 emplois», estime Stéphane Hazée.

## Coupes dans les associations

Le gouvernement PS-cdH a également décidé de réduire de 88 millions d'euros les montants des subventions décrétales et non décrétales. «L'impact va être immédiat», juge encore Stéphane Hazée. Prenons deux

cas de figures. Dans le meilleur des cas, le gouvernement coupe dans toutes ses aides destinées à subsidier des primes comme celles que l'on donne pour la rénovation du patrimoine immobilier. L'effet sur l'emploi devrait être limité. Par contre, si le gouvernement fixe son effort essentiellement sur des programmes qui touchent le non-marchand, les conséquences au niveau de l'emploi seront dramatiques. «On peut évaluer les pertes à 2.000 emplois mais c'est un cas de figure maximaliste», note Stéphane Hazée.

Certaines associations environnementales ou non gouvernementales tirent la sonnette d'alarme. «Nous venons de lancer un plan social. Notre dotation régionale va diminuer de 250.000 euros, soit de 15%. Cela nous oblige de réduire l'emploi de 4,4 personnes sur un staff de 30 personnes», témoigne Christophe Schoune, secrétaire général d'Inter-Environnement Wallonie.

Au niveau de l'ensemble des associations et ONG environnementales, Christophe Schoune évalue les pertes entre 30 et 35 personnes. «Les fédérations patronales et les syndicats doivent se rendre compte qu'il va aussi y avoir de la casse en Région wallonne.» Au-delà de l'emploi, le responsable d'Inter-Environnement estime que certaines expertises ne pourront tout simplement plus être assurées. «Nous ne serons plus capables de suivre certaines thématiques comme la politique des déchets et de l'eau», s'inquiète-t-il.

L'effort touche enfin la fonction publique et les organismes d'intérêts publics (OIP). En 2015, le gouvernement a inscrit 68 millions d'économies. Au niveau de la fonction publique, l'effort le plus marquant sera le non-remplacement des départs de 4 fonctionnaires sur 5 l'année prochaine, hors service continu. D'après l'administration, cela représente une perte de 232 agents sur 290 départs en 2015. Les 80 départs dans les services continus seront eux remplacés, confirme le cabinet du ministre du Budget.